

LA BATAILLE DES SALAIRES...

Tout d'abord les principes. Toutes choses égales d'ailleurs, le pouvoir d'achat global de la population augmente quand les prix baissent. A une condition cependant, qui a son importance, c'est que la perte du pouvoir d'achat des vendeurs touchés par cette baisse soit compensée par la baisse des produits qu'ils achètent. Et cela n'est possible que dans une économie progressive avec baisse des coûts de production au sens absolu du terme.

D'autre part, dans l'hypothèse d'une masse monétaire stable, le même pouvoir d'achat, exprimé en unités monétaires ne peut ni augmenter ni baisser, mais seulement être modifié dans sa répartition.

Donc, ceux qui prônent la stabilité des prix, des salaires et de la monnaie en même temps que l'expansion économique se trompent. La stabilité ainsi comprise est non seulement une impossibilité économique mais une absurdité. L'expansion, c'est l'offre sur le marché d'une plus grande quantité de produits. Or, si les prix sont stabilisés ainsi que le pouvoir d'achat, les produits nouveaux ne s'écouleront pas, ou s'ils s'écoulent, ce sera aux dépens d'autres produits, et le résultat sera le même, il y aura mévente. Quand l'offre, c'est-à-dire le pouvoir de vente augmente, il faut, pour que l'économie fonctionne normalement, qu'il y ait augmentation parallèle de la demande du pouvoir d'achat. Si le pouvoir de consommation est bloqué, le pouvoir de production le sera aussi. Cette alternative a la valeur d'un déterminisme.

Précisons tout de suite que l'effet de cette stabilisation ne sera ni immédiat ni brutal. Les phénomènes économiques ne sont pas d'ordre physique, à réactions rapides. Ils relèvent des lois qui commandent à la vie et sont d'ordre biologique. L'économie bloquée ou gênée dans son fonctionnement ne s'arrêtera pas pour autant; elle se frayera, au hasard des circonstances, d'autres chemins de caractère imprévu et désordonné, et ce sera la crise permanente. N'est-ce pas ainsi que se présente la vie économique d'aujourd'hui où producteurs et consommateurs vivent sous la menace constante du fisc, des contrôles, des amendes, des faillites, de la mévente, dans une insécurité anormale et permanente. Les transactions, étant en partie rendues impossibles, surtout avec l'étranger, par un dirigisme absurde, s'effectuent sous le régime de l'arbitraire des passe-droits, du truquage: truquage des commandes, des bilans, des factures, etc., camoufflage des stocks, des profits, des salaires, des revenus, des prix... Certains salariés, dans ce désordre, s'en tirent avec la pratique des heures supplémentaires et du travail noir dont le montant échappe à l'impôt et aux charges sociales. Tout compte fait, qui fait les frais de cette fausse direction imposée à l'économie? Mais comme toujours, la grande masse des bons bougres, travailleurs de toutes catégories et aussi, il faut le dire, les entreprises honnêtes, il y en a encore. Tout ce monde-là travaillera plus, consommera moins et c'est ce plus et ce moins qui nourriront le privilège.

De ces quelques considérations théoriques, quelles conclusions pratiques peut-on tirer qui puissent orienter efficacement la pensée et l'action ouvrières? Des camarades bien intentionnés sont d'avis que pour améliorer le niveau de vie des travailleurs, il faut chercher autre chose que des augmentations et des réajustements de salaires par des grèves ou tout autre moyen à caractère lutte de classe. Les uns pensent à des réformes de structure (?) économisant les matières premières, l'énergie, le temps; d'autres préconisent le raccourcissement des circuits de distribution; d'autres encore, hantés par le mythe monétaire, voient une solution dans une augmentation du volume des moyens de paiement gagée sur l'augmentation de la production.

Tout en faisant beaucoup de réserves sur l'efficacité de ces mesures, il faut bien constater qu'elles sont à longue échéance. Or, lorsque le coût de la vie augmente les consommateurs à revenus fixes sont atteints immédiatement; il est donc naturel qu'ils exigent des remèdes dont les effets soient rapides.

Pour les salariés, il n'en est pas d'autres que la baisse des prix ou l'augmentation des salaires ou les deux à la fois, car les deux réformes ne sont pas contradictoires. Les pédants de la politique et de l'économie, la plupart au service du privilège, opposent aux revendications des travailleurs l'argument du cycle infernal, de la course des prix et des salaires, arguments d'autant plus impressionnant qu'il a les apparences de la vérité. Les salaires, disent-ils, sont à l'origine de toute création de richesse; ils sont le prix de revient, le prix intégral de toute chose. Il est donc évident qu'une augmentation de salaire ne puisse se traduire que par une augmentation équivalente du prix. Tout cela est faux. Pour que le raisonnement tienne, il faudrait d'abord que tous ceux qui participent à la production soient des salariés. Or peut-on soutenir, par exemple, que les propriétaires ou les détenteurs des moyens de production sont des salariés: autrement dit, les profits, les bénéfices, les dividendes peuvent-ils être assimilés aux salaires. Peut-on appeler salaires les prélèvements astronomiques opérés au profit d'un grand nombre de parasites baptisés techniciens, administrateurs, inspecteurs, conseillers, chargés de mission, etc., qui vivent aux dépens des administrations et des entreprises.

On voit très bien que l'augmentation des salaires, des vrais salaires, c'est-à-dire de ceux qui concourent effectivement à la production, peut être obtenue par la suppression des abus, du parasitisme, par la diminution des profits, par le resserrement de l'éventail hiérarchique des rémunérations. Au surplus cette thèse est d'accord avec les principes de l'économie classique des siècles derniers qui disait que la hausse et la baisse des profits et des salaires n'influent pas nécessairement sur les prix, *«elles n'expriment que la proportion dans laquelle les capitalistes et les travailleurs participent au produit d'une journée de travail»* (Karl Marx). Cette thèse, toujours aussi valable, justifie la position des syndicalistes libertaires, héritiers des fondateurs de la C.G.T. première manière, qui maintient que la situation matérielle et morale des travailleurs est une question de force entre les maîtres de l'économie et de l'Etat et ceux qui subissent leurs conditions. La lutte des classes, qu'on le veuille ou non, qu'on l'approuve ou qu'on la condamne est une réalité et cette réalité est celle-ci: des millions de salariés sont exploités comme autrefois, comme toujours, d'abord par ceux qui possèdent, qui détiennent ou qui contrôlent la fortune publique (thèse de la plus-value marxiste, travail non payé), ensuite par la nouvelle classe des salariés privilégiés qui est non moins exigeante, non moins égoïste et qui profite de la confusion qui les fait se considérer comme partie intégrante de la classe ouvrière et par ce biais leur permet de s'attribuer la part du lion dans la répartition de la masse des salaires. Les militants responsables, héritiers des fondateurs du syndicalisme s'en rendent-ils compte? Et s'ils s'en rendent compte agissent-ils en conséquence?

A cette conclusion, il faut ajouter, pour dissiper toute équivoque, que dans une société où la production serait intégralement issue de la force de travail des salariés, production dont ils jouiraient librement en toute propriété, il va de soi qu'une augmentation de salaire n'aurait de sens que par une augmentation équivalente de la production. Seule la question d'une équitable répartition pourrait se poser.

J.FONTAINE.

P. S.: Cet article était écrit quand parurent les ordonnances plus ou moins spectaculaires qui ont jeté le trouble et la confusion dans tous les milieux, surtout chez ceux qui, naïvement, avaient misé sur le pouvoir magique du nouveau sauveur. Tout ça ne change rien à mes conclusions, bien au contraire.
